Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2014-551** **09/07/2014**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 5

Objet : Appel à candidatures : 5 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction mobilité, emplois, carrières) - tél. : 01.49..55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence Nationale de Sécurité Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de bio informaticien (F/H) (catégorie A ou agent contractuel) à PLOUFRAGAN (22).

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste de responsable de la cellule FranceAgriMer (F/H) (catégorie A) à LIMOGES (87).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste de chef(fe) de service carrière et paie (catégorie A) à VINCENNES (94).

Parc national du Mercantour :

1 poste de chargé(e) de mission ingénierie financière (catégorie A ou agent contractuel) à NICE (06).

Secrétariat Général des Affaires Européennes (SGAE) :

1 poste d'adjoint(e) auprès du chef de secteur "industrie - télécommunications - postes - société de l'information - environnement - énergie - compétitivité - recherche - espace (ITEC)" (catégorie A) à PARIS (75).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Date : 01/07/2014

Poste à pourvoir	**Bio informaticien (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Ploufragan (22)**
Prise de fonction	**Décembre 2014**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Ploufragan Unité de Génétique virale et Biosécurité (UGVB)
Missions / contexte	L'Unité Génétique Virale et Biosécurité est une unité à positionnement transversal avec une forte orientation de son activité axée sur l'innovation en méthodologie. Elle contribue grâce à une dynamique de plateforme (NGS, transcriptomique) à fournir un environnement scientifique et technique propice aux activités de recherche et de référence du site de Ploufragan-Plouzané ainsi qu' aux autres sites de l'Anses. L'UGVB a acquis depuis sa création une maîtrise approfondie de la virologie moléculaire et de ses outils (transcriptomique, vectorisation, ADN plasmidiques réplicatifs, VLP, …). Ces outils ont été mis en œuvre dans le cadre de nombreuses collaborations avec d'autres unités de Ploufragan ou au sein de réseaux internationaux (Ex : Réseau d'excellence Européen :Epizone). L'équipe est composée de 14 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions	Sous l'autorité de chef d'unité, le « Bio informaticien » est en charge des missions suivantes : Soutien aux travaux de recherche réalisée dans le cadre de l'agence par le développement et/ou l'implémentation d'outils bioinformatiques nécessaires à l'analyse de données de biologie moléculaire générées par les approches « en masses » (transcriptomique, séquençage haut débit, etc…) ainsi qu'à l'analyse de bases de données biologiques.
Activités	- Contribuer au traitement de données bio-informatique (Séquençage haut débit, transcriptomique). - Implémentation de bases de données. - Mise en place d'outils de traitement de données (ex : Galaxy). - Veille scientifique et technique. - Rédaction de rapports, d'articles.
Conditions particulières	Néant

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac+5 en bio informatique (ingénieur, DESS, Master 2)

Expériences similaires

Seront considérés comme un plus :

- Une connaissance préalable des outils bioinformatiques et des méthodes de traitement des données issues des techniques de séquençages haut débit, transcriptomique.
- Une expérience en gestion de bases de données.

Compétences

- Maîtrise de langages de programmation (Perl et SQL ; ruby, python, UML et C/C++ seraient un plus).
- Connaissance en base de données (MySQL/PgSQL).
- Connaissance de R/bioconductor, Biomart, SGE.
- Maîtrise des environnements unix/linux, windows.
- Bonne maîtrise de l'anglais parlé et écrit.
- Des connaissances solides en biologie moléculaire seront appréciées.
- Autonomie, sens de l'organisation et rigueur.
- Aptitude au travail en équipe.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 12 septembre 2014

Renseignements sur le poste : Yannick Blanchard, chef d'unité (02 96 01 62 97)

Fabrice Touzain, chargé de projet en bio informatique (02 96 01 62 96)

Adresser les candidatures (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-063 à : recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
FranceAgriMer DRAAF du Limousin – Service territorial FranceAgriMer
Immeuble Le Pastel – 22, rue des pertinents Blancs
87039 Limoges Cedex 1

Responsable de la cellule FranceAgriMer (F/H)

N° Appel à candidature : 140744	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : sans objet	**Cotation part fonction PFR : 3 si corps des attaché(e)s**
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : LIMOGES**

Présentation de l'environnement professionnel	Le poste est basé au sein de l'unité Agriculture et Filières Agroalimentaires du Service régional de l'agriculture et de la forêt (SRAF) de la DRAAF du Limousin. Le SRAF comprend également deux autres unités: Forêt et filière bois et Espace rural et actions territoriales. Il a en charge les différentes missions relatives à l'économie agricole et forestière d'une part et aux mesures en faveur de l'aménagement rural d'autre part. Il coordonne par ailleurs la gestion des fonds FEADER pour la période 2007-2013 et suit l'élaboration et la mise en œuvre du programme 2014-2020. Le service territorial est chargé de la mise en œuvre au plan régional des missions relatives aux filières grandes cultures, élevage, fruits et légumes. Il effectue notamment le contrôle, l'instruction et la liquidation des aides nationales et communautaires octroyées à ces filières et assure le suivi de la conjoncture et l'animation régionale de ces mêmes filières.
Objectifs du poste	- Animer l'équipe FranceAgriMer (4 personnes) ; - Garantir la réalisation des contrôles dans le respect de la réglementation ; - Porter les politiques de l'établissement auprès des filières animales et végétales.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Suivre la réglementation communautaire et nationale ; - Organiser, coordonner la mise en œuvre des mesures d'aides communautaires et nationales des différentes filières et les contrôles y afférents, superviser la réalisation des missions ; - Expertiser, coordonner et mettre en œuvre les actions financées par l'établissement pour les filières animales et végétales ; - Assister aux réunions professionnelles et contribuer à l'animation des filières en tant que représentant de l'établissement.
Champ relationnel du poste	- Les services de la DRAAF ; - Les professionnels agricoles et leurs organisations, les abatteurs, les industries agroalimentaires...et tous les bénéficiaires d'aides ; - Les services du conseil régional ; - Les services territoriaux de FranceAgriMer (Auvergne, Midi Pyrénées, Aquitaine, Centre) ; - Les directions, services, unités et missions de l'établissement.

Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaître :**	**Savoir-faire/Maîtriser :**
	- Les bases techniques et scientifiques dans le secteur des productions animales et végétales ; - Les réglementations nationales et communautaires afférentes aux filières concernées ; - Les bases en économie générale et agricole ; - Les principes de la comptabilité générale.	- Les procédures de contrôle ; - Les outils bureautiques ; - Les techniques de communication orale et écrite ; - Les techniques de management ; - Autonomie, Rigueur, Sens des responsabilités et des relations humaines.

Personnes à contacter	- Pierre RIGONDAUD, Chef du service régional de l'agriculture et de la forêt – Tél. : 05.55.12.92.10 pierre.rigondaud@agriculture.gouv.fr - Dany GAIGNIOT, Chef de l'unité Développement des RH – Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

AVIS DE VACANCE DE POSTE

À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement (en position normale d'activité ou par la voie du détachement sur contrat)

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chef de service carrière et paie (h/f)**
Affectation :	Secrétariat général - Délégation aux Ressources Humaines
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Délégué aux ressources humaines
Résidence administrative :	Siège de l'Onema – Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (env.900 agents et 180 M€ de budget), sous la tutelle du ministère chargé de l'Ecologie, conduit des missions d'intérêt général telles que :
• la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui aux politiques publiques de l'eau
• la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que le contrôle de leurs usages, et la prévention de leur dégradation, leur restauration et la préservation de la biodiversité
• la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau ainsi que la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités européennes nationales et locales;
• la contribution au financement de politiques prioritaires
Ses objectifs sont fixés dans un contrat d'objectifs signé avec son Ministère de tutelle pour la période 2013-2015. Le projet de loi pour la biodiversité en cours d'examen par le Conseil d'Etat prévoit que l'Onema soit intégré dans la future agence française pour la biodiversité.

L'établissement est organisé selon trois niveaux géographiques: la direction générale (dont le siège est à Vincennes), 9 délégations interrégionales (DiR) et 80 services départementaux (SD). La direction générale comprend 3 directions (action scientifique et technique, connaissance et information sur l'eau, contrôle des usages et action territoriale) et le secrétariat général (constitué de 4 délégations dont la DRH et de 2 missions).

Le chef de service carrière et paie est affecté à Vincennes (94300) et exerce ses activités au sein de la délégation des ressources humaines.

Mission :

Assurer la responsabilité du service carrière et paie (5 personnes), en étroite collaboration avec le Délégué aux Ressources Humaines.
Garantir la mise en œuvre de la politique RH de l'établissement dans les domaines de la carrière et de la paie en fonction des objectifs à moyen terme de l'Onema.

Activités principales :

Encadrement de l'équipe « carrière et paie » : 2 cadres et l'équipe des gestionnaires
- Organiser et animer le travail d'équipe
- Fixer les objectifs collectifs et individuels et les échéances
- Conduire les réunions de service
- Assurer les entretiens individuels et de formation
- Participer aux réunions d'encadrement de la DRH

Politique de rémunération et Masse salariale
- Définir et mettre en œuvre la politique de rémunération de l'établissement
- Assurer, en lien avec le DRH, le pilotage, l'élaboration, l'exécution et le suivi de la masse salariale
- Veiller à l'élaboration et à la production d'indicateurs de mesure des performances RH
- Animer les groupes de travail sur la politique de rémunération de l'établissement, les régimes indemnitaires et autres dispositifs liés directement à la rémunération

Carrière et paie
- Coordonner les activités de gestion relatives à la carrière et à la paie des agents de l'ONEMA
- Assurer l'organisation et la réalisation des projets en matière de gestion des carrières : promotions, avancements, et des positions administratives, attribution du régime indemnitaire…
- Mettre en place une gestion intégrée et accompagner l'équipe dans sa mise en œuvre
- Assurer le développement du SIRH (modules paie, carrière, IJSS…) et les relations avec le prestataire
- Animer des groupes de travail afin de moderniser la GRH en matière de carrière et paie
- Préparer les dossiers soumis aux différentes Commissions administratives paritaires internes et nationales
- Veiller à la qualité et à la fluidité de l'application en paie des mesures de gestion, individuelles et collectives, contribuer à renforcer l'intégration et la qualité des données contenues dans le système d'information ressources humaines (SIRH)
- Veiller à la qualité de la rédaction des actes administratifs traitant de la carrière et de la paie et sécuriser l'activité

Pilotage de l'activité de service et reporting
- Concevoir et mettre en place des indicateurs de pilotage et d'aide à la décision
- Conduire les projets dans son domaine d'activité
- Contrôler la conformité d'application des obligations légales et réglementaires dans son champ d'action et mettre en place les actions appropriées
- Elaborer les procédures, les supports de suivi de gestion du personnel et les faire évoluer
- Réaliser diverses enquêtes (conditions de travail, absentéisme, rémunération,…)
- Contribuer au rapport social en matière de carrière et paie, en lien avec le pôle social

Profil recherché

Formation en gestion des personnels, rémunération et masse salariale (niveau Bac+5 ou expérience professionnelle équivalente) ;
Expérience dans des fonctions similaires exigée.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissance approfondie des statuts, règlements et procédures de gestion des personnels de la fonction publique
- Maîtrise de la réglementation et des procédures de paie
- Connaissance de l'organisation administrative et du fonctionnement de l'établissement

Savoir faire opérationnel :
- Organiser, encadrer et animer un service
- Maîtriser les éléments statutaires et l'environnement juridique Fonction publique
- Maîtriser les techniques de négociation, de conduite d'entretien et de réunion
- Contribuer à l'administration et l'exploitation du SIRH

Maîtriser l'utilisation des outils informatiques : bureautique et SIRH

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DRH/CSCP/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 25 juillet 2014

Parc national du Mercantour

Chargé(e)de misison Ingénierie financière

Poste à temps plein de catégorie A, ouvert aux fonctionnaires des différentes fonctions publiques et à défaut aux contractuels.

Il est basé à Nice, rattaché à la Cellule stratégie territoriale placée sous l'autorité du Directeur et du Directeur adjoint.

Il est à pourvoir à compter du 1er novembre 2014.

La date limite de réception des candidature par l'établissement est fixée au 25 août 2014.

1. OBJET DU POSTE :

Rechercher des financements complémentaires à la subvention pour charge de service public versée par le ministère de tutelle, pour permettre la mise en œuvre d'actions par l'établissement et ses partenaires, et notamment d'actions inscrites dans les conventions et partenariats d'application de la charte.

Coordonner la mise en œuvre des projets complexes sur les plans administratif et financier.

Assurer la coordination et le suivi des actions mises en œuvre sous l'égide du Groupement Européen de Coopération Territoriale « Parc européen / Parco europeo Alpi Marittime - Mercantour » (GECT). Appuyer le directeur pour la gestion des instances du GECT.

2. MISSION

2.1 Ingénierie financière :

Le chargé de mission ingénierie financière est en charge de la prospection financière : pour garantir la capacité d'intervention de l'établissement sur son territoire, il s'informe en continu des dispositifs financiers européens, nationaux, régionaux et locaux et des opportunités de mécénats. Il assure la veille sur les appels à projets et sur l'éligibilité des actions que mènent l'établissement public et ses partenaires. Sur cette base, et en lien avec les co-financeurs, il élabore et tient à jours des tableaux de bords indiquant la disponibilité de fonds mobilisables pour le soutien aux projets (FEDER, FEADER, FSE, FNADT, LEADER, mécénat …).

Il assiste le chef de service en charge du mécénat pour l'élaboration de la stratégie financière du Parc national du Mercantour (PNM) et le suivi administratif et financier des conventions passées en application. Pour cela, il participe ou se tient informé des travaux conduits sur ces thèmes par les réseaux du ministère de l'écologie, le réseau inter-parcs nationaux ou les réseaux locaux, ainsi que par les réseaux régional et alpin des espaces protégés.

Il assure un soutien méthodologique auprès des services du siège et des chefs de servcies territoriaux pour le montage de projets co financés et apporte une assistance administrative et financière pour le montage et la conduite de ces projets complexes.

Il accompagne en tant que de besoin le directeur, le directeur adjoint ou le chef de projet désigné par le CODIR pour préparer et réaliser le « lobbying » auprès des co-financeurs potentiels.

Avec l'appui du secrétariat général (SG), notamment du responsable du pôle financier, il élabore et gère les tableaux de bords de suivi des engagements financiers. Il s'assure de l'éligibilité des dépenses. Il coordonne la remontées des dépenses du PNM ou de ses délégataires. Il sollicite le versement des co-financements.

Il apporte une assistance auprès des chefs de projets du PNM pour garantir la régularité des actions par rapport aux objectifs du projet (technique et financier) et aux règles des fonds mobilisés.

Il est chargé des contacts avec les services certificateurs et les co-financeurs.

Il assiste le chef de projet pour la rédaction des rapports d'avancements (intermédiaires et finaux).

En relation avec le SG, il organise l'archivage des pièces administratives et financières.

2.2 Référent GECT :

Le chargé de mission est le référent côté PNM pour le GECT.

Il assure une vision transversale de toutes les actions mises en œuvre par le GECT, et de la mobilisation des personnels du PNM à ces actions. Il contribue à leur planification, en lien avec les services concernés.

Il prépare avec le directeur du GECT et le directeur du PNM, les réunions des instances du GECT ; il est notamment chargé de mobiliser les services du PNM pour produire les informations techniques et financières nécessaires à ces réunions (notes de présentation et d'analyse, projets de délibération...).

Lorsque des projets sont mis en œuvre par le GECT, il participe à l'animation de la cellule de coordination transfrontalière. En particulier, il est membre du comité de pilotage du projet de candidature au patrimoine mondial de l'UNESCO.

3. COMPÉTENCES

3.1 Connaissances techniques :

- connaissances en montage et suivi de projets simples ou complexes ;
- connaissance des dispositifs financiers européens, nationaux et régionaux ;
- connaissance des logiques et pratiques de mécénat ;
- connaissances sur le fonctionnement financier et budgétaire d'un établissement public ;
- connaissance des enjeux territoriaux du territoire du PNM et plus largement du GECT ;
- connaissance des logiques de fonctionnement des collectivités et de l'articulation entre les domaines de compétence de l'Etat et des collectivités ;
- maîtrise des outils de pilotage et méthodes de travail transversal ;
- maîtrise parfaite de l'anglais et de l'italien ;

3.2 Savoir-faire :

- savoir fonctionner en réseau et animer des réunions ;
- savoir conseiller (traduire des règles financières en opportunités pour la réalisation d'actions concrètes) et assurer une assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- savoir assurer un suivi rigoureux des projets ;
- démontrer de bonnes qualités rédactionnelles ;
- savoir rendre compte et identifier les décisions nécessitant des arbitrages ;

4. MODALITÉS DE RECRUTEMENT :

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, sa date de disponibilité ainsi que son statut et sa rémunération actuelle.

La date limite de réception des candidature par l'établissement est fixée au 25 août 2014.

Les candidatures sont à adresser à :

M. Le Directeur du Parc national du Mercantour
23 rue d'Italie
BP 1316
06006 Nice Cedex 1

Les candidats pourront être invités à se présenter lors d'un entretien individuel organisé au siège du Parc du Mercantour durant le mois de septembre 2014.

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez contacter :

Mme Caroline MERLE ,
Directrice adjointe
Tel : 04 93 16 78 82
e-mail : caroline.merle@mercantour-parcnational.fr

FICHE DE POSTE

Premier ministre
Secrétariat Général des Affaires Européennes (SGAE)
http://www.sgae.gouv.fr

Le SGAE (**http://www.sgae.gouv.fr/**) est le service du Premier ministre chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes et les activités de l'OCDE. Il est le garant de la cohérence et de l'unité de la position française au sein de l'Union européenne et à l'OCDE.

Un poste d'adjoint auprès du chef de secteur «Industrie - Télécommunications - Postes - Société de l'information - Environnement - Energie – Compétitivité – Recherche – Espace (ITEC)» est à pourvoir à partir de début septembre 2014.

Ce poste est proposé dans le cadre d'une **mise à disposition** à un agent de catégorie A (attaché, ingénieur, ou assimilé).

Attributions :

Le titulaire du poste sera, sous l'autorité du chef de secteur, Ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, chargé de la coordination interministérielle des dossiers relatifs à l'environnement et plus particulièrement :

- la protection de la nature et des espèces, la biodiversité
- la qualité de l'eau et des milieux aquatiques,
- la responsabilité environnementale et l'évaluation environnementale,
- le suivi de transposition des directives et le précontentieux correspondants,
- le développement durable,
- les OGM,
- la protection des sols.

Dans son secteur d'activité, il aura à assurer le suivi des calendriers de négociation, la coordination des positions françaises, l'établissement de notes d'orientation et de notes d'instructions à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne et de réponses à la Commission européenne après concertation des départements ministériels, la préparation de réunions interministérielles d'arbitrage et la rédaction de leurs comptes-rendus, l'élaboration de notes de synthèse et de position pour divers types de dossiers, la participation éventuelle à des réunions organisées par le Conseil de l'Union européenne ou le cabinet du Premier ministre, ainsi que le suivi des transpositions des directives et des précontentieux correspondants ou liés à la mise en œuvre du droit de l'Union européenne, dossiers dont il est à noter qu'il constituent une part importante de la charge de travail associée à ce poste. Il devra être prêt à faire face à une charge de travail soutenue, à des échéances strictes et rapprochées, à des contraintes d'agenda, et à organiser et prioriser son travail, de manière responsable, en fonction de ces échéances.

Profil souhaité :

Le candidat doit posséder une formation scientifique ou technique, et/ou une bonne connaissance voire une pratique des mécanismes communautaires. Des connaissances juridiques seraient un atout.

Le candidat doit présenter les qualités suivantes :

- aptitude à la négociation et la coordination interministérielle ;
- goût du contact ;
- sens du dialogue, de l'écoute et de l'initiative ;
- bon esprit de synthèse ;
- capacité à rédiger avec clarté et précision et à proposer, sous délais contraints, des solutions adaptées à des problématiques diversifiées ;

- capacité à s'investir rapidement sur des sujets variés ;
- bonne connaissance de l'anglais ;
- bonne maîtrise des outils informatiques.

Les agents intéressés sont invités à **adresser leur CV** à Mme Martine Dugrenier, chargée des ressources humaines, du budget et de la logistique par courriel : martine.dugrenier@sgae.gouv.fr.

Tout renseignement complémentaire concernant le poste peut être obtenu auprès de
M. Philippe Lucas, chef du secteur ITEC (☎ : 01 44 87 10 33)